

Unité départementale de l'Ain  
23 rue Bourgmayer  
01000 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 07 février 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **CHROMECA**

74 Allée des Grandes Combes  
ZI OUEST  
01700 BEYNOST

Références : 2022-RAP-S4-031-JV

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2022 dans l'établissement CHROMECA implanté 74 Allée des Grandes Combes ZI OUEST 01700 BEYNOST. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHROMECA
- 74 Allée des Grandes Combes ZI OUEST 01700 BEYNOST
- Code AIOT dans GUN : 0006102015
- Régime : A
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHROMECA exploite à Beynost une installation de chromage par bain, relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et bénéficie à ce titre d'un arrêté préfectoral du 26 juin 1990.

Cette société fait partie de la holding la Financière du Chromage, qui regroupe 2 autres sites (CHROMAGE INDUSTRIEL DU CENTRE et TBI) au sein de l'appellation commerciale « groupe TAM ».

L'augmentation significative du volume de bains de chromage depuis 1990 avait conduit l'exploitant à engager une procédure de régularisation de sa situation administrative par le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation d'exploiter en 2015. L'instruction de cette demande a donné lieu à plusieurs demandes de compléments restées infructueuses, conduisant monsieur le préfet à se dessaisir du dossier en septembre 2019.

Indépendamment de l'instruction de ce dossier de demande d'autorisation, au regard des résultats d'un diagnostic de pollution réalisé sur site, des travaux de dépollution partiels des sols et des eaux souterraines ont été imposés à l'exploitant par voie d'arrêté préfectoral complémentaire du 09 octobre 2018.

Le 13 mars 2019, l'inspection avait été informée d'un incident sur le site ayant conduit à un écoulement d'acide chromique à l'extérieur de l'usine.

Lors de la visite de l'inspection des installations classées réalisée sur le site suite à cet incident, l'exploitant lui avait précisé que l'activité de chromage du site était en cours d'arrêt et cesserait définitivement au plus tard le 15 avril 2019.

Suite au constat de l'arrêt de toute activité, et en l'absence de notification de la cessation d'activité, il a été imposé à l'exploitant par arrêté préfectoral du 22 octobre 2019 :

- la mise en sécurité des installations (sécurisation des accès aux installations, évacuation des baignoires, produits dangereux et déchets,...) dans un délai de 4 mois ;
- la réalisation de travaux de dépollution complémentaires à ceux imposés par l'arrêté préfectoral du 09 octobre 2018, devant débuter dans un délai de 3 mois ;
- la réalisation d'une Interprétation de l'État des Milieux (IEM) hors-site dans un délai de 3 mois.

Suite à la transmission par l'exploitant de justificatifs des opérations de mise en sécurité des installations, l'inspection s'est rendue sur place le 29 septembre 2020 pour en vérifier la bonne réalisation.

Cette inspection avait permis de constater l'achèvement des opérations de mise en sécurité des installations.

Par courrier 20 juillet 2021, le propriétaire du site a informé l'inspection d'intrusions dans l'usine.

Les obligations de l'exploitant en matière de maintien de la sécurisation du site lui ont été rappelées par courriel du 22 juillet 2021. En l'absence de réponse, une inspection inopinée a été diligentée le 15 septembre 2021 afin de vérifier la sécurisation du site.

Au vu des constats réalisés lors de cette inspection, l'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 06 octobre 2021, de garantir la sécurité d'accès aux installations sous 8 jours. L'exploitant a formulé un recours contre cet arrêté auprès du tribunal administratif.

Une inspection inopinée a été diligentée le 02 février 2022 pour vérifier l'exécution des opérations de mise en sécurité visées par cet arrêté préfectoral de mise en demeure.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Mise en sécurité des installations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Mise en sécurité	AP de Mise en Demeure du 06/10/2021, article 1	/	Astreinte

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant n'a pas réalisé les travaux de sécurisation de l'accès à l'intérieur du bâtiment, visées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 octobre 2021.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/10/2021, article 1
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise en sécurité
<b>Constats :</b> Il a été constaté que la situation est identique à celle constatée lors de l'inspection du 15 septembre 2021, à savoir : <ul style="list-style-type: none"><li>• les portails d'accès des murs Est et Sud du bâtiment ne sont pas verrouillés et s'ouvrent aisément, permettant l'accès de tiers à l'atelier.</li><li>• plusieurs vantaux de fenêtres du mur ouest de l'atelier sont entrouverts</li></ul> <p>Une telle situation pourrait notamment conduire, en cas d'intrusion, à un risque de chute dans la rétention de la chaîne de traitement de surface.</p> <p>En tout état de cause, il appartient à l'exploitant de continuer à garantir l'interdiction d'accès au bâtiment, et ce jusqu'à ce que la procédure de cessation d'activité au titre des articles R512-39-1 et suivants du code de l'environnement soit clôturée.</p> <p>Pour rappel, l'exploitant n'a toujours pas à ce jour notifié la cessation d'activité des installations à madame la préfète.</p> <p>Le délai d'une semaine accordé à l'exploitant pour verrouiller les accès au bâtiment par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 octobre 2021 étant notablement dépassé, une procédure d'astreinte administrative peut être engagée à l'encontre de l'exploitant, conformément aux dispositions de l'article L171-8-II du code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte